



**Frédéric DUCHADEAU**

*Expert-comptable*

*Commissaire aux comptes*

37 rue Paul Fort 75014 Paris

Tél. : 01 74 85 65 55

Mob.: 06 71 66 58 86

[frederic@duchadeau.fr](mailto:frederic@duchadeau.fr)

## CARREFOURS POUR L'EMPLOI ARMEES/COLLECTIVITES/ENTREPRISES

Ecole Militaire, 1 place Joffre, 75007 PARIS

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



A l'assemblée générale de l'association Carrefours Pour L'Emploi

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le procès-verbal de l'assemblée générale du 21 juin 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Carrefours Pour L'Emploi relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant apparaître :

- Un total de bilan de 1 954 542 €
- Un résultat de -2 646 €

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à



poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 2 juin 2025

Frédéric DUCHADEAU

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	35 657	35 657				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	288 326	255 908	32 418	55 891	23 473	42.00
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières <sup>(1)</sup></b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	600 000		600 000	600 000		
	Prêts						
	Autres	34 310		34 310	32 169	2 140	6.65
	<b>Total I</b>	958 293	291 565	666 727	688 060	21 333	3.10
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances <sup>(2)</sup></b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	616 843	112 210	504 632	601 607	96 974	16.12
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	533 707		533 707	426 000	107 707	25.28
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	143 477		143 477	201 815	58 338	28.91
	Charges constatées d'avance <sup>(2)</sup>	105 998		105 998	60 270	45 728	75.87
	<b>Total II</b>	1 400 025	112 210	1 287 814	1 289 692	1 878	0.15
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts <b>(III)</b>						
	Primes de remboursement des emprunts <b>(IV)</b>						
	Ecart de conversion actif <b>(V)</b>						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	2 358 317	403 776	1 954 542	1 977 752	23 211	1.17

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2024 12		31/12/2023 12		Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires		10 000		10 000		
	Fonds propres complémentaires		316 063		316 063		
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau		37 747		57 363	19 616	34.20
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		2 646		19 616	16 969	86.51
	Situation nette (sous total)		361 163		363 810	2 646	0.73
	Fonds propres consommptibles						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I		361 163		363 810	2 646	0.73
PROVISIONS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés		111 500		113 500	2 000	1.76
DETTE (I)	Total II		111 500		113 500	2 000	1.76
DETTE (I)	Provisions pour risques				32 000	32 000	100.00
	Provisions pour charges						
DETTE (I)	Total III				32 000	32 000	100.00
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		319		101 092	100 773	99.68
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		812 325		679 098	133 227	19.62
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales		341 711		379 998	38 287	10.08
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes		60 698		58 255	2 443	4.19
	Instruments de trésorerie						
DETTE (I)	Produits constatés d'avance		266 825		250 000	16 825	6.73
	Total IV		1 481 878		1 468 443	13 436	0.91
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 954 542		1 977 752	23 211	1.17

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

1 593 378 1 218 443  
319 101 092

GECORIN

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		285		300	15	5.00
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	2 958 840		3 263 239		304 400	9.33
Parrainages	16 000		16 000			
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	478 815		389 840		88 975	22.82
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	188 131		162 338		25 793	15.89
Utilisations des fonds dédiés	113 500		197 500		84 000	42.53
Autres produits	98		818		720	88.04
Total I	3 755 668		4 030 035		274 367	6.81
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	2 086 778		2 225 259		138 481	6.22
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	38 810		38 040		770	2.02
Salaires et traitements	964 627		1 063 468		98 840	9.29
Charges sociales	374 902		423 700		48 797	11.52
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 608		27 854		2 246	8.06
Dotations aux provisions	112 210		152 123		39 913	26.24
Reports en fonds dédiés	111 500		113 500		2 000	1.76
Autres charges	95 768		39 029		56 739	145.38
Total II	3 810 203		4 082 972		272 768	6.68
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	54 535		52 937		1 599	3.02

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	18 000	13 106	4 894	37.34
Autres intérêts et produits assimilés	4 926	5 475	550	10.04
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	22 926	18 581	4 344	23.38
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	22 926	18 581	4 344	23.38
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	31 610	34 355	2 745	7.99
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	21 707	14 739	6 968	47.27
Sur opérations en capital	7 256		7 256	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	28 963	14 739	14 224	96.50
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI				
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	28 963	14 739	14 224	96.50
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	3 807 557	4 063 356	255 799	6.30
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 810 203	4 082 972	272 768	6.68
5. EXCEDENT OU DEFICIT	2 646	19 616	16 969	86.51



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS



École Militaire, 1 place Joffre  
75007 Paris

SIRET : 432 945 483 00035  
APE : 88.99B

**Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024**

## SOMMAIRE

	Pages
<b>1. PRÉAMBULE</b>	<b>2</b>
<b>2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES</b>	<b>3</b>
<b>3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF</b>	<b>4</b>
3.1 Actif immobilisé	4
- Immobilisations brutes	
- Amortissements de l'exercice	
- Détail des immobilisations et amortissements en fin d'exercice	
3.2 État des créances	5
3.3 Provisions pour dépréciation	5
<b>4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF</b>	<b>6</b>
4.1 Tableau de variation des fonds propres	6
4.2 Tableaux de variation des fonds dédiés	6
4.3 Provisions pour risques et charges	6
4.4 État des dettes	7
4.5 Solde des dettes fournisseurs (compte 40100000)	7
4.6 Détail des dettes fiscales et sociales	7
4.7 Charges à payer par postes du bilan	7
<b>5. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>8</b>
5.1 Ventilation du chiffre d'affaires	8
5.2 Ventilation des subventions	8
5.3 Budget de l'exercice	8
<b>6. AUTRES INFORMATIONS</b>	<b>9</b>
6.1 Rémunération des dirigeants	9
6.2 Effectif en fin d'exercice	9
6.3 Adhérents	9
6.4 Évaluation des contributions volontaires	9

# 1 PRÉAMBULE

## CARREFOURS POUR L'EMPLOI

Établissement d'utilité publique né du lien Armée/Nation, agréé entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS), facilitateur de la rencontre candidat/employeur par la mise en œuvre d'actions civiles/militaires d'envergure et d'outils rh, nos initiatives offrent la possibilité de rencontrer un grand nombre de personnes ciblées.

Fondé en 1991 son objet social est de resserrer les liens, par tous moyens, entre les entreprises, les institutions et les collectivités afin de favoriser le recrutement, la reconversion et le reclassement de personnes de tous niveaux.

Depuis 2003, ce sont :



Nos valeurs sont : l'esprit de service, un engagement militant, l'excellence au service de l'autre.



RÉALISATION

**6 salons / 3 régions**

**55 600 candidats**  
(dont 35 050 en présentiel)

**985 exposants**

**416/532**

métiers  
représentés

### NORMANDIE (ROUEN)

Les emplois en Seine,  
14-15 mars 2024

196 exposants  
6 000 candidats présents sur site  
3 200 candidats inscrits en ligne



### ILE-DE-FRANCE (MONTREUIL)

Paris pour l'emploi des jeunes,  
28 mars 2024

200 exposants  
7 500 candidats présents sur site  
5 200 candidats inscrits en ligne



### NOUVELLE AQUITAINE (NIORT)

Carrefour emploi Niort Atlantique,  
6 juin 2024

98 exposants  
1 500 candidats présents sur site  
1 000 candidats inscrits en ligne



### ILE-DE-FRANCE (PARIS 15)

Salon social / médico-social,  
26 septembre 2024

21 exposants  
1 000 candidats présents sur site



### ILE-DE-FRANCE (PARIS 8)

Paris pour l'emploi,  
21-22 novembre 2024

374 exposants  
17 500 candidats présents sur site  
10 000 candidats inscrits en ligne



### NOUVELLE AQUITAINE (BORDEAUX)

Carrefour emploi Bordeaux Métropole,  
3 décembre 2024

96 exposants  
1 550 candidats présents sur site  
1 200 candidats inscrits en ligne





L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de **12 mois** recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 (idem en 2023). Les comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan	1 954 542 €
Total des produits	3 807 557 €
Résultat net comptable ( <b>déficit</b> )	- 2 646 €

## 2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### ► PRINCIPES ET CONVENTIONS GÉNÉRALES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### ► PERMANENCE DES MÉTHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Dans un souci d'amélioration de la lisibilité de nos comptes, nous avons procédé à une optimisation de la présentation des soldes intermédiaires de gestion. Cette démarche s'est traduite par la création de nouveaux comptes, permettant une meilleure structuration des informations financières et une analyse plus précise de nos performances économiques.

Anciens comptes	Nouveaux comptes
60681000	60481000
60682000	60482000
60683000	60483000
60684000	60484000

### ► DÉLAIS DE PRESCRIPTION DES CRÉANCES ET DES DETTES

En application du délai de prescription de droit commun en matière commerciale de 5 ans pour les obligations nées à l'occasion de leur opération de commerce entre commerçants et non-commerçants (art. L.110-4 du c. com.). Carrefours pour l'emploi décide de solder les dettes fournisseurs dues de 2018 et non réclamées ainsi que les doubles règlements clients perçus par un profit porté sur le compte de produits :

<u>Compte concerné</u>	<u>Montant</u>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Q.P. fournisseurs antérieurs	6 383 €
Q.P. clients antérieurs	13 215 €

### ► IMMOBILISATIONS

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- les immobilisations sont évaluées et amorties conformément aux règlements CRC 2002-10 et 2004-06 :
- les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus



Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : Carrefours pour l'emploi n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.
- amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

- provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

### ► FISCALITÉ

Par courrier de la Direction Générale des Finances Publiques du 18 août 2009 (référence 2009-16311-MC/GC), l'association Carrefours pour l'emploi est soumise aux impôts commerciaux.

### ► FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard (règl. ANC 2018-06, art. 132).

## 3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

### 3.1 Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

#### ■ Immobilisations brutes

ACTIF IMMOBILISÉ (en €)	VALEUR BRUTE À L'OUVERTURE A	AUGMENTATION B	DIMINUTION C	VALEUR BRUTE À LA CLÔTURE D
Immobilisations incorporelles	35 657			35 657
Immobilisations corporelles	286 191	2 134		288 326
Immobilisations financières	632 169	2 140		634 310
<b>TOTAL</b>	<b>954 018</b>	<b>4 275</b>	<b>0</b>	<b>958 293</b>

#### ■ Amortissements de l'exercice

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en €)	AMORTISSEMENT CUMULÉ À L'OUVERTURE A	AUGMENTATION B	DIMINUTION C	AMORTISSEMENT CUMULÉ À LA CLÔTURE D
Immobilisations incorporelles	35 657			35 657
Immobilisations corporelles	230 301	25 608		255 908
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>265 958</b>	<b>25 608</b>	<b>0</b>	<b>291 565</b>

■ **Détail des immobilisations et amortissements en fin d'exercice**

DÉTAIL DES BIENS IMMOBILISÉS (en €)	VALEUR BRUTE A	AMORTISSEMENT B	VALEUR NETTE C	DURÉE
Sites internet	25 945	25 945		1 an
Logiciels	9 712	9 712		1 an
Installations générales	98 363	98 363		de 2 à 9 ans
Matériel de bureau et informatique	132 957	111 229	21 728	de 2 à 3 ans
Mobiliers	57 005	46 316	10 689	10 ans
Parts sociales C.E.	600 000		600 000	-
Dépôts de garantie	34 310		34 310	-
<b>TOTAL</b>	<b>958 293</b>	<b>291 565</b>	<b>666 727</b>	

**3.2 État des créances**

CRÉANCES (en €)	MONTANT BRUT A	PROVISION B	MONTANT NET (N) C	MONTANT NET (N-1) D
<b>Avances et acomptes versés</b>				4 860
<b>Usagers et comptes rattachés</b>				
Usagers et comptes rattachés	616 843	112 210	504 632	601 607
<b>Autres créances</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés				453
Acompte fournisseurs immobilisations				
Avoirs fournisseurs à recevoir				336
IJSS	1 463		1 463	
Subventions de projet & partenariats	411 870		411 870	309 150
TVA	120 119		120 119	107 765
Autres comptes débiteurs			0	3 182
Cotisations	255		255	255
<b>Charges constatées d'avance</b>	105 998		105 998	60 270
<b>TOTAL</b>	<b>1 256 547</b>	<b>112 210</b>	<b>1 144 337</b>	<b>1 087 877</b>

NB : Toutes les créances sont à moins d'un an.

**3.3 Provisions pour dépréciation**

Une dépréciation des créances est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnable le montant de la perte.

Les dépréciations sont estimées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

NATURE DES PROVISIONS (en €)	MONTANT À L'OUVERTURE	AUGMENTATION	UTILISÉES	NON UTILISÉES	MONTANT À LA CLÔTURE
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	120 123	112 210	120 123		112 210
Comptes financiers					
<b>TOTAL</b>	<b>120 123</b>	<b>112 210</b>	<b>120 123</b>	<b>0</b>	<b>112 210</b>



## 4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

### 4.1 Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES (en €)	À L'OUVERTURE A	AFFECTATION DU RÉSULTAT B	AUGMENTATION C	DIMINUTION OU CONSUMMATION D	À LA CLÔTURE E
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>					
Valeur du Patrimoine intégré	316 063				316 063
Fonds Statutaires	10 000				10 000
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
<b>Écarts de réévaluation</b>					
<b>Réserves</b>					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres					
<b>Report à nouveau</b>	57 363	-19 616			37 747
<b>Résultat comptable de l'exercice</b>	-19 616		-2 646	-19 616	-2 646
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>363 810</b>	<b>-19 616</b>	<b>-2 646</b>	<b>-19 616</b>	<b>361 163</b>
<b>Fonds propres consommables</b>					
<b>Subventions d'investissement</b>					
<b>Provisions réglementées</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>363 810</b>	<b>-19 616</b>	<b>-2 646</b>	<b>-19 616</b>	<b>361 163</b>

### 4.2 Tableaux de variation des fonds dédiés

Les subventions reçues sont liées à l'organisation des salons, elles ne comprennent pas de condition suspensive ni de condition résolutoire. Ces subventions sont comptabilisées en produit d'exploitation sur l'exercice au cours duquel le salon de rattachement a lieu. Lorsqu'une partie des travaux n'est pas réalisée à la clôture de l'exercice, la part correspondante de la subvention est enregistrée en fonds dédiés.

Au 31/12/2024, les fonds dédiés se présentent comme suit :

FONDS DÉDIÉS ISSUS DE (en €)	À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE A	REPORTS B	UTILISATIONS		TRANSFERTS E	À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL C	Dont remboursements D		MONTANT GLOBAL F	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices G
Subventions d'exploitation	113 500	111 500	113 500			111 500	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>113 500</b>	<b>111 500</b>	<b>113 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111 500</b>	<b>0</b>

### 4.3 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS (en €)	MONTANT N	MONTANT N-1
Provision pour risques		32 000
Provision pour charges		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>32 000</b>

#### 4.4 État des dettes

DETTES (en €)	MONTANT BRUT	DEGRÉ D'EXIGIBILITÉ DU PASSIF		
		ÉCHÉANCES À MOIS 1 AN	ÉCHÉANCES À PLUS 1 AN	ÉCHÉANCES À PLUS 5 ANS
Etablissements de crédit	319	319		
Clients avances et acomptes				
Fournisseurs et comptes rattachés	812 325	812 325		
Dettes fiscales et sociales	341 711	341 711		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	60 698	60 698		
Produits constatés d'avance	266 825	266 825		
<b>TOTAL</b>	<b>1 481 878</b>	<b>1 481 878</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### 4.5 Solde des dettes fournisseurs (solde compte 401)

FOURNISSEURS (hors F.N.P.)	< 30 JOURS		DE 30 A 60 JOURS		> 60 JOURS		TOTAL TTC	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Dettes à échoir	214 864	165 088	48 730	96 709			263 594	261 797
Dettes échues	366 097	223 416	66 375	30 265	2 701	19 828	435 173	273 509
<b>MONTANT TTC</b>	<b>580 961</b>	<b>388 503</b>	<b>115 105</b>	<b>126 975</b>	<b>2 701</b>	<b>19 828</b>	<b>698 767</b>	<b>535 306</b>

#### 4.6 Détail des dettes fiscales et sociales

ÉLÉMENTS	MONTANT
Personnel	8 177
Dettes concernant les congés payés	92 234
Organismes sociaux	99 151
État - Prélèvement à la source IR	9 811
Impôt sur les bénéfices	
TVA	130 942
Taxe sur les salaires	
État - Autres charges à payer	1 396
<b>TOTAL</b>	<b>341 711</b>

#### 4.7 Charges à payer par postes du bilan

CHARGES A PAYER (en €)	MONTANT N	MONTANT N-1
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		
Fournisseurs factures non parvenues	113 558	143 792
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
Dettes provisions congés payés	63 947	82 255
Personnel - Autres charges à payer	7 784	
Charges sociales & fiscales congés payés	28 286	36 713
État - Autres charges à payer	1 396	3 086
<b>TOTAL</b>	<b>214 971</b>	<b>265 847</b>



## 5 NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES (en €)	N	%	N-1	%	ÉVOLUTION	
Prestations France	2 893 519	97,3%	3 254 653	99,3%	-361 134	-11,1%
Prestations Intracomm.	14 664	0,5%		0,0%	14 664	-
Prestations Export	48 994	1,6%	5 390	0,2%	43 604	809,0%
Partenariats / Échanges	16 000	0,5%	16 000	0,5%	0	0,0%
Produits d'activités annexes	1 664	0,1%	3 196	0,1%	-1 533	-48,0%
<b>TOTAL</b>	<b>2 974 840</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 279 239</b>	<b>100,0%</b>	<b>-304 399</b>	<b>-9,3%</b>

### 5.2 Ventilation des subventions

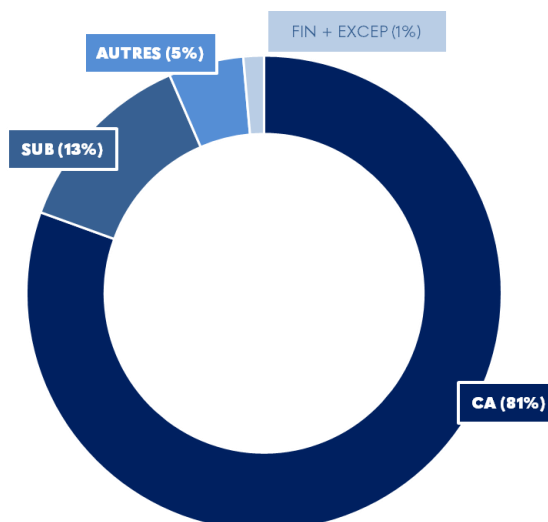
Les subventions obtenues au cours l'exercice se décomposent de la manière suivante :

SUBVENTIONS (en €)	N	%	N-1	%	ÉVOLUTION	
Subventions projets	460 520	96,2%	374 200	96,0%	86 320	23,1%
Subventions partenariats	18 295	3,8%	15 640	4,0%	2 655	17,0%
<b>TOTAL</b>	<b>478 815</b>	<b>100,0%</b>	<b>389 840</b>	<b>100,0%</b>	<b>88 975</b>	<b>22,8%</b>

### 5.3 Budget de l'exercice (hors fonds dédiés)

BUDGET (en €)	N	%	N-1	%	ÉVOLUTION	
Chiffre d'affaires	2 974 840	80,5%	3 279 239	84,8%	-304 399	-9,3%
Subventions	478 815	13,0%	389 840	10,1%	88 975	22,8%
Autres produits	188 514	5,1%	163 456	4,2%	25 057	15,3%
<b>BUDGET D'EXPLOITATION</b>	<b>3 642 168</b>	<b>98,6%</b>	<b>3 832 535</b>	<b>99,1%</b>	<b>-190 367</b>	<b>-5,0%</b>
Produits financiers	22 926	0,6%	18 581	0,5%	4 344	23,4%
Produits exceptionnels	28 963	0,8%	14 739	0,4%	14 224	96,5%
<b>TOTAL</b>	<b>3 694 057</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 865 856</b>	<b>100,0%</b>	<b>-171 799</b>	<b>-4,4%</b>

Notre statut d'établissement d'utilité publique nous oblige à avoir recours à des financements privés supérieurs aux subventions publiques, **81%** de notre financement est assurés par la vente de prestations auprès des DRH.





## 6 AUTRES INFORMATIONS

### 6.1 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

### 6.2 Effectif en fin d'exercice

CATÉGORIES	N		N-1	
	H	F	H	F
Cadres	6	4	6	5
Employés	5	1	10	1
dont CDD	2	0	7	1
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>		<b>22</b>	

### 6.3 Adhérents

**731** adhérents (- 9%), répartis comme suit :

- 710 membres "correspondant",
- 18 membres "associé",
- 2 membres "d'honneur"/"fondateur",
- 1 membre "bénévole".

### 6.4 Évaluation des contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature sont évaluées afin de mieux appréhender l'aide apportée par les bénévoles et quantifier les prestations et dons en nature.

Il en ressort un apport global de **360 K€** (322 K€ en 2023).

#### ■ Bénévoles

**153** personnes nous ont apporté leur contribution sur l'ensemble des manifestations organisées en 2024. Leur travail valorisé au SMIC (charges sociales comprises) représente près de 1 956 heures pour **37 561** euros.

#### ■ Dons en nature

En 2024, Carrefours pour l'emploi a également obtenu de nombreuses gratuités telles que des insertions publicitaires dans plusieurs supports, des denrées alimentaires, des sacs distribués aux candidats... Elles sont évaluées à **322 100** euros.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (en €)	N	N-1
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>		
1 - Contributions liées à la générosité du public		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
2 - Contributions non liées à la générosité du public	359 661	321 501
3 - Concours publics en nature		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>TOTAL</b>	<b>359 661</b>	<b>321 501</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>		
1 - Contributions volontaires aux missions sociales		
Réalisées en France	359 661	321 501
Réalisées à l'étranger		
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds		
3 - Contributions volontaires au fonctionnement		
<b>TOTAL</b>	<b>359 661</b>	<b>321 501</b>